

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRETE

du 12 MAI 2014

mettant en demeure le Comptoir Agricole à ERSTEIN (67150)
de respecter des dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004

Le Préfet de la Région Alsace,
Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8,
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables modifié par l'arrêté ministériel du 23 février 2007,
- VU l'arrêté ministériel en date du 26 septembre 1986 autorisant le Comptoir Agricole à exploiter les installations sises sur son site d'ERSTEIN,
- VU les deux rapports du 5 novembre 2013 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace, chargée de l'inspection des installations classées,
- VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 novembre 2013 mettant en demeure le Comptoir Agricole à Erstein (67150) de respecter les arrêtés du 29 mars 2004 et du 26 septembre 1986,
- VU le rapport du 22 avril 2014 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace, chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 18 octobre 2013, l'inspection des installations classées a constaté un taux d'empoussièrément trop élevé :

- au 5ème niveau du silo/tour, dans l'espace sur les premières cellules en cours d'ensilage en tournesol,
- dans l'espace sur cellules métalliques de stockage, en cours de remplissage avec du tournesol, en sortie de séchoir Roulin,

où un dépôt de poussière, d'une épaisseur supérieure à 2 mm (jusqu'à 5 mm), a été constaté sur les structures, rampes, rambardes, parois, dans l'environnement autour du point de chute dans les cellules, depuis les rampes inclinées, du tournesol humide ou sec,

CONSIDÉRANT que ces espaces au-dessus des cellules sont toujours inaccessibles aux opérations de nettoyage par aspiration,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 8 avril 2013 des parties des silos constatées empoussiérées le 18 octobre 2013, l'inspection a constaté que ces parties ont été nettoyées avec les moyens dont disposait l'exploitant pour accéder à ces zones au moment de ces nettoyages (balais et brosses comme en attestent les traces sur les parois),

CONSIDÉRANT que de ce fait il n'y a plus lieu de maintenir la mise en demeure motivée par l'empoussièrement excessif de ces secteurs,

CONSIDÉRANT qu'en revanche il convient de maintenir la mise en demeure (assortie d'un délai d'un à compter de la réception de l'arrêté de mise en demeure susvisé du 25 novembre 2013) imposant que les moyens de nettoyage soit mis en conformité avec l'obligation ressortant de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 : *« Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie ou l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières »*

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement qui disposent que : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »*,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1 :

Le Comptoir Agricole, dont le siège social est situé 35 route de Strasbourg à HOCHFELDEN (67270), est mis en demeure de respecter d'ici le 1^{er} décembre 2014, pour l'exploitation de ses installations de stockage de céréales (silos) situées Chemin de Schaeffersheim 67150 ERSTEIN-Gare, les prescriptions ci-après reprises :

article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 : « Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie ou l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières ».

Article 2 :

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 novembre 2013 mettant en demeure le Comptoir Agricole à Erstein (67150) de respecter les arrêtés du 29 mars 2004 et du 26 septembre 1986 est rapporté.

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

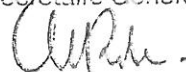
Article 4 :

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- le Sous-Préfet de SÉLESTAT-ERSTEIN,
- le Directeur du Comptoir Agricole,
- le Maire d'ERSTEIN,
- le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Bas-Rhin,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace (service de l'inspection des installations classées),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

P. le Préfet,
Le Secrétaire Général



Christian RIGUET

Délais et voies de recours

Article R.514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg) par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

